

**Cour d'Appel de Toulouse**  
Service Administratif Régional  
2 rue du Libre-Échange  
31500 Toulouse

Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Toulouse et Monsieur le Procureur Général près  
ladite Cour, agissant dans le cadre d'un groupement de commandes pour les chefs de cour des cours  
d'appel de Toulouse, Agen et Nîmes

### **Marchés de services**

**Marché de prestations de sûreté (surveillance, gardiennage), de  
sécurité incendie et de télésurveillance des juridictions du ressort des  
Cours d'Appel de Toulouse, Agen et Nîmes**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Vendredi 14 Mars 2025 à 16h00 délai de rigueur**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Identification de l'organisme acheteur .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 : Objet de la consultation.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : Conditions de la consultation.....</b>	<b>6</b>
3.1 - Mode d'appel à la concurrence .....	6
3.2 - Délai de validité des offres .....	6
3.3 - Pièces constitutives du Dossier de Consultation.....	6
3.4 - Variantes .....	8
3-5 – Négociation.....	9
3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre.....	9
3.6 - Visite technique.....	9
3.7 - Modifications de détail au dossier de consultation .....	11
<b>Article 4 : Conditions relatives au marché .....</b>	<b>11</b>
4.1 - Nature du marché.....	11
4.2 - Type du marché.....	11
4.3 - Prise d'effet et durée du marché .....	11
<b>Article 5 : Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>11</b>
5.1 - Renseignements relatifs à la candidature .....	12
5.2 - Renseignements relatifs à l'offre .....	13
5.3 - Candidature à plusieurs lots.....	14
5.4 - Sous-traitance .....	15
<b>Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres.....</b>	<b>15</b>
6.1 - Retrait du dossier de consultation et Transmission des offres par voie électronique .....	15
6.2 - Copie de sauvegarde.....	16
<b>Article 7 : Critères de jugement des offres .....</b>	<b>17</b>
7.1 - Modalités de sélection des offres .....	17
7.2 - Discordance constatée dans l'offre d'un candidat .....	18
7.3 - Définition des prestations du marché .....	18
<b>Article 8 : Clauses sociale d'insertion .....</b>	<b>19</b>
<b>Article 9 : Dispositions environnementales.....</b>	<b>21</b>
9.1 Développement durable.....	21
9.2 Communication du bilan d'émissions des gaz à effet de serre (BEGES) .....	21
<b>Article 10 : Renseignements complémentaires.....</b>	<b>22</b>

## **Article 1 : Identification de l'organisme acheteur**

La présente consultation est lancée en application de la convention constitutive d'un groupement de commande signé entre les Cours d'Appel de Toulouse, d'Agen et de Nîmes (Articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique).

<b><u>Nom de l'organisme :</u></b> ETAT MINISTERE DE LA JUSTICE Cour d'Appel de Toulouse Service Administratif Régional	<b><u>Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur :</u></b> Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Toulouse et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur cour d'appel par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en vertu du décret n°2011-107 du 27 janvier 2011 (article D312-66 du code de l'organisation judiciaire) relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premiers présidents et au procureurs généraux de cour d'appel et en leur qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en vertu du décret n°2008-522 du 02 juin 2008 (articles R.312-67 et R.312-71 du COJ).
<b><u>Adresse :</u></b> 2, rue du Libre-Echange	<b><u>Code postal :</u></b> 31500
<b><u>Ville :</u></b> Toulouse Cedex	<b><u>Pays :</u></b> FRANCE
<b><u>Téléphone :</u></b> 05.67.63.29.55	
<b><u>Adresse de courrier électronique :</u></b> <a href="mailto:rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr">rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr</a>	

ET

<b><u>Nom de l'organisme :</u></b> ETAT MINISTERE DE LA JUSTICE Cour d'Appel d'Agen Service Administratif Régional	<b><u>Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur :</u></b> Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel d'Agen et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur cour d'appel par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en vertu du décret n°2011-107 du 27 janvier 2011 (article D312-66 du code de l'organisation judiciaire) relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premiers présidents et au procureurs généraux de cour d'appel et en leur qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en vertu du décret n°2008-522 du 02 juin 2008 (articles R.312-67 et R.312-71 du COJ).
<b><u>Adresse :</u></b> Avenue de Lattre de Tassigny	<b><u>Code postal :</u></b> 47916 Cedex 09
<b><u>Ville :</u></b> Agen	<b><u>Pays :</u></b> FRANCE
<b><u>Téléphone :</u></b> 05.53.68.49.01	

**Adresse de courrier électronique :** [rgbmp.sar.ca-agen@justice.fr](mailto:rgbmp.sar.ca-agen@justice.fr)

ET

<b>Nom de l'organisme :</b> ETAT MINISTERE DE LA JUSTICE Cour d'Appel de Nîmes Service Administratif Régional	<b>Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur :</b> Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Toulouse et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur cour d'appel par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en vertu du décret n°2011-107 du 27 janvier 2011 (article D312-66 du code de l'organisation judiciaire) relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premiers présidents et au procureurs généraux de cour d'appel et en leur qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en vertu du décret n°2008-522 du 02 juin 2008 (articles R.312-67 et R.312-71 du COJ).
<b>Adresse :</b> 38 Boulevard Sergent Triaire	<b>Code postal :</b> 30 000
<b>Ville :</b> Nîmes	<b>Pays :</b> FRANCE
<b>Téléphone :</b> 04.66.70.35.09	<b>Télécopieur :</b> 04.66.36.63.49
<b>Adresse de courrier électronique :</b> <a href="mailto:rgb.sar.ca-nimes@justice.fr">rgb.sar.ca-nimes@justice.fr</a>	

## **Article 2 : Objet de la consultation**

### **2-1. Objet de la consultation**

La présente consultation est lancée en vue de la passation d'un marché public relatif à l'exécution de prestations de sûreté (surveillance, gardiennage), de sécurité incendie et de télésurveillance des juridictions du ressort des Cours d'Appel de Toulouse, Agen et de Nîmes.

Il est à noter que la prestation du filtrage du Péristyle de la cour d'appel de Nîmes (Lot n°8), sera effective à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

Le détail des prestations figure au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque Cour d'Appel ci-joints.

### **2-2. Allotissement**

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition selon les 11 lots suivants :

<b><u>Cour d'Appel de Toulouse</u></b>	<b><u>Lot n°1 :</u></b> Département de Haute-Garonne	<b>Arrondissement Judiciaire de Toulouse :</b> Tribunal Judiciaire de Toulouse – Site Pujol Tribunal Judiciaire de Toulouse – Site Minimes Conseil des Prud'hommes de Toulouse- Site Deville Tribunal de commerce de Toulouse Tribunal de proximité de Muret
		<b>Arrondissement Judiciaire de Saint-Gaudens :</b> Palais de Justice de Saint-Gaudens
	<b><u>Lot n°2 :</u></b> Département de Tarn	<b>Arrondissement Judiciaire d'Albi :</b> Palais de Justice d'Albi
		<b>Arrondissement Judiciaire de Castres :</b> Palais de Justice de Castres Conseil des Prud'hommes de Castres Tribunal de Commerce de Castres
	<b><u>Lot n°3 :</u></b> Département du Tarn et Garonne	Palais de Justice de Montauban Tribunal de Commerce de Montauban Tribunal de Proximité de Castelsarrasin
	<b><u>Lot n°4 :</u></b> Département de l'Ariège	Palais de Justice de Foix Tribunal de Proximité de St-Girons
<b><u>Cour d'Appel d'AGEN</u></b>	<b><u>Lot n°5 :</u></b> Département du Lot et Garonne	<b>Arrondissement Judiciaire d'Agen :</b> Palais de justice d'Agen (cour d'appel et tribunal judiciaire) Tribunal judiciaire d'Agen site Diderot Tribunal de proximité de Villeneuve Sur Lot Tribunal de proximité de Marmande
	<b><u>Lot n°6 :</u></b> Département du Lot	<b>Arrondissement judiciaire de Cahors :</b> Palais de Justice de Cahors Tribunal judiciaire de Cahors site du square Tribunal de Proximité de Figeac
	<b><u>Lot n°7 :</u></b> Département du Gers	<b>Arrondissement Judiciaire d'Auch :</b> Palais de Justice de Auch Tribunal judiciaire de Auch site Lannes Tribunal de Proximité de Condom

<b><u>Cour d'Appel de Nîmes</u></b>	<b><u>Lot n°8 :</u></b> Département du Gard	Palais de Justice de Nîmes Annexe Tribunal Judiciaire Feuchère Conseil des Prud'hommes et Pôle Social de Nîmes Tribunal judiciaire d'Alès Tribunal de Proximité d'Uzès Service Administratif Régional de Nîmes Centre de pré-archivage de Saint Gilles
	<b><u>Lot n°9 :</u></b> Département du Vaucluse	Cité judiciaire d'Avignon (TJ-CPH-TC) Tribunal Judiciaire de Carpentras Annexe du Tribunal Judiciaire de Carpentras Tribunal de proximité d'Orange
	<b><u>Lot n°10 :</u></b> Département de l'Ardèche	Palais de Justice de Privas Archives du Tribunal Judiciaire de Privas-Les 3 Cyprès Annexe Tribunal Judiciaire de Privas « Groupama » Annexe Tribunal Judiciaire de Privas-Site Saint-Exupéry Hôtel de Justice d'Annonay
	<b><u>Lot n°11 :</u></b> Département de la Lozère	Palais de Justice de Mende

### **Article 3 : Conditions de la consultation**

#### **3.1 - Mode d'appel à la concurrence**

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1-3° du Code de la Commande Publique.

#### **3.2 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de **cent vingt jours (120)** à compter de la date limite de réception des offres.

Le délai de validité de l'offre relatif au lot n°8 Gard site Péristyle est de **200 (200) jours** à compter de la date limite de réception des offres en raison de la date de début de prestation différée du site Péristyle de Nîmes.

#### **3.3 - Pièces constitutives du Dossier de Consultation**

Le Dossier de Consultation (DC) comprend les pièces suivantes :

Document	Annexe
<b>Le Règlement de Consultation</b>	<b><u>Annexe n°1 au RC</u></b> : le certificat de visite du/des site(s)
<b>Acte d'engagement Lot n°1 Haute-Garonne et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°1.a à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°2 Tarn et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°1.b à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°3 Tarn-et-Garonne et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°1.c à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°4 Ariège et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°1.d à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°5 Lot-et-Garonne et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°2.a à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°6 Lot et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°2.b à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°7 Gers et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°2.c à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°5 Gard et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°3.a à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°5 Vaucluse et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°3.b à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°5 Ardèche et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°3.c à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>Acte d'engagement Lot n°5 Lozère et son annexe</b>	<b><u>Annexe n°3.d à l'AE</u></b> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
<b>CCAP commun Lots n°1 à 11</b>	<b><u>Annexe n°1 au CCAP</u></b> : Liste et coordonnées des juridictions
	<b><u>Annexe n°1 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°1 Haute-Garonne
	<b><u>Annexe n°2 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°2 Tarn

<b>CCTP commun</b> <b>Lots n° 1 à 11 et ses annexes</b>	<b><u>Annexe n°3 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°3 Tarn-et-Garonne
	<b><u>Annexe n°4 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°4 Ariège
	<b><u>Annexe n°5 au CCTP</u></b> : Description des sites CA Toulouse
	<b><u>Annexe n°6 au CCTP</u></b> : Fiche de demande de maintien du dispositif de sûreté (prestations forfaitaires uniquement) CA Toulouse
	<b><u>Annexe n°7 au CCTP</u></b> : Eléments de reprise du personnel CA Toulouse
	<b><u>Annexe n°8 au CCTP</u></b> : Fiche de demande de maintien du dispositif de sûreté CA Agen
	<b><u>Annexe n°9 au CCTP</u></b> : Description des sites CA Agen
	<b><u>Annexe n°10 au CCTP</u></b> : Eléments de reprise du personnel CA Agen
	<b><u>Annexe n°11 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°8 Gard
	<b><u>Annexe n°12 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°9 Vaucluse
	<b><u>Annexe n°13 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°10 Ardèche
	<b><u>Annexe n°14 au CCTP</u></b> : Modalités d'organisation du service de sûreté – Lot n°11 Lozère
	<b><u>Annexe n°15 au CCTP</u></b> : Description des sites CA Nîmes
	<b><u>Annexe n°16 au CCTP</u></b> : Fiche de maintien du dispositif de sûreté CA Nîmes
	<b><u>Annexe n°17 au CCTP</u></b> : Eléments de reprise du personnel CA Nîmes
	<b><u>Annexe n°18 au CCTP</u></b> : Tableau d'indicateur de performance
<b>Le mémoire “Projet d'organisation”,</b> justificatif des dispositions et des moyens en personnels et matériels prévus pour exécuter les prestations, que le TITULAIRE a remis avec son offre.	

### **3.4 - Variantes**

Aucune variante ne sera acceptée au titre du présent marché.



### **3-5 – Négociation**

L'administration pourra notifier le marché sur l'offre de base. Toutefois, elle se réserve la faculté de négocier avec tout ou partie des candidats. Cette négociation portera sur l'ensemble des éléments de l'offre (valeur technique et prix). La négociation pourra s'établir par écrit ou par oral. Les échanges seront formalisés dans les deux cas par un compte-rendu contradictoire, le(s) candidat(s) concerné(s) devant adresser une nouvelle offre.

### **3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre**

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre, doivent être rédigés en langue française.

### **3.6 - Visite technique**

#### ◆ Pour les lots n°1 à 4 :

La visite des sites est **conseillée**. Les soumissionnaires aux lots visés ci-dessus peuvent, s'ils le souhaitent, réaliser une visite technique des sites.

Les candidats qui auront choisi de visiter le(s) site(s) remettront le(s) exemplaire(s) du certificat joint au présent RC, daté(s) et signé(s) pour attester de leur(s) visite(s).

Les coordonnées et contact des juridictions figurent à l'annexe 1 du CCAP.

#### ◆ Pour les lots n°5 à 7 :

La visite des sites est **conseillée**. Les soumissionnaires aux lots visés ci-dessus peuvent, s'ils le souhaitent, réaliser une visite technique des sites. Les candidats qui auront choisi de visiter le(s) site(s) remettront, à l'appui de leur offre, le(s) exemplaire(s) du certificat joint au présent RC, daté(s) et signé(s) pour attester de leur(s) visite(s).

A noter, que le tribunal de proximité de Condom va déménager de la place Lannelongue 32100 Condom vers le 16, rue Jean Jaurès 32100 Condom.

La date prévisible du déménagement de la juridiction pourrait être début juin 2025 sans qu'une date ne soit définitivement fixée à ce jour.

En conséquent, une visite **obligatoire** devra être faite aux deux adresses :

- Place Lannelongue 32100 Condom (adresse actuelle)
- 16 rue Jean Jaurès 32100 Condom (future adresse)

Lors des visites techniques, les soumissionnaires seront avisés de toutes les difficultés d'exécution, des impératifs et du volume des prestations de chaque site, et ce de manière identique. Cependant, il ne pourra être posé aucune question en lien direct avec le marché. En effet, toute question ou complément d'information devra être formulé par courriel à l'adresse figurant à l'article 8 du présent RC et ce dans un souci d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure.

Coordonnées des personnes à contacter pour la programmation des visites :

<p><b><u>Lot 1 Département du Lot-et-Garonne :</u></b> Pour la cour d'appel Mme RONGIERAS : 05 53 77 95 30 Pour les autres juridictions M. LOUIS : 05.53.77.95.62</p>
<p><b><u>Lot 2 Département du Lot :</u></b> Mme ROY : 05 53 68 18 86/05 53 68 46 83</p>
<p><b><u>Lot 3 Département du Gers :</u></b> Mme CABROL : 05.62.61.67.11</p>

♦ Pour les lots n°8 à 11 :

La visite est **conseillée** pour les sites mentionnés ci-après. Les soumissionnaires aux lots visés ci-dessus peuvent, s'ils le souhaitent, réaliser une visite technique des sites. Leur offre sera valable que les visites de sites aient été effectuées ou non.

Les candidats qui auront choisi de visiter le(s) site(s) remettront le(s) exemplaire(s) du certificat joint au présent RC, daté(s) et signé(s) pour attester de leur(s) visite(s).

Les coordonnées et contact des juridictions figurent à l'annexe 1 du CCAP

**Lot n°8 : GARD**

- Palais de Justice de NIMES
- Tribunal Judiciaire d'ALES
- Annexe FEUCHERE du Tribunal Judiciaire de NIMES
- Conseil des Prud'hommes et Pôle Social de NIMES

**Lot n°9 : VAUCLUSE**

- Cité Judiciaire d'AVIGNON
- Tribunal Judiciaire de CARPENTRAS

**Lot n°10 : ARDECHE**

- Palais de Justice de PRIVAS

**Lot n°11 : LOZERE**

- Palais de Justice de MENDE

♦ Pour l'ensemble des lots :

Lors des visites techniques, les soumissionnaires seront avisés de toutes les difficultés d'exécution, des impératifs et du volume des prestations de chaque site, et ce de manière identique.

Cependant, il ne pourra être posé aucune question en lien direct avec le marché. En effet, toute question ou complément d'information devra être formulé par courriel à l'adresse figurant à l'article 8 du présent RC et ce dans un souci d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure. Les coordonnées

des personnes à contacter pour la programmation des visites sont disponibles à l'annexe n°1 du CCAP des lots n°1 à 11 pour l'ensemble des Cours d'Appels de Toulouse, d'Agen et de Nîmes.

### **3.7 - Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise de l'offre, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 4 : Conditions relatives au marché**

### **4.1 - Nature du marché**

Le présent marché est un marché de services.

### **4.2 - Type du marché**

**Classification CPV 2008** (vocabulaire commun marchés publics) :

**79713000-5** Services de gardiennage

**79714000-2** Services de surveillance

**79711000-1** Services de surveillance d'installations d'alarme

**75251000-0** Services d'incendie

### **4.3 - Prise d'effet et durée du marché**

Pour l'ensemble des lots, le marché est conclu pour une **période d'un an à compter du 02 mai 2025 jusqu'au 01<sup>er</sup> mai 2026**.

Il est **renouvelable trois fois** pour une période d'un an, par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une période de quatre ans, soit jusqu'au **01<sup>er</sup> mai 2029**.

Conformément à l'article R-2112-4 du Code de la Commande Publique, le Titulaire du marché ne pourra pas refuser sa reconduction.

## **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

L'offre du soumissionnaire comprendra deux parties distinctes :

- **Un dossier de candidature** contenant les pièces sur la situation propre du prestataire de services et les pièces permettant une évaluation de la capacité économique, financière et technique requise en vue de la sélection des candidatures (en application des articles R 2143-3 et suivants du Code de la Commande publique). Les mêmes exigences seront requises d'éventuels sous-traitants.

Par souci de simplification, **un seul dossier de candidature** est à fournir, même si le soumissionnaire candidate sur plusieurs lots.

En application de l'article R 2143-4 du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (**DUME**), en lieu et place des imprimés DC1 et DC2 du ministère de l'Economie et des Finances, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type. Ce document « papier » sera rédigé obligatoirement en français. Le e-DUME peut être adressé par voie électronique.

- **Un dossier correspondant à l'offre** : à chaque lot correspond une offre, le candidat qui souhaiterait soumissionner sur plusieurs lots devra présenter **un dossier d'offre pour chaque lot**. Outre **le mémoire technique propre à chaque lot**, un acte d'engagement par lot devra être complété.

Tous les documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise candidate. Un pouvoir habilitant le signataire à engager la société sera joint au dossier.

### **5.1 - Renseignements relatifs à la candidature**

Par souci de simplification, **un seul dossier de candidature** est à fournir, même si le soumissionnaire candidate sur plusieurs lots.

Liste des documents à produire dans le dossier candidatures	
Descriptif	Observation
<b>Déclaration de candidature au choix du candidat :</b> <b>Formulaire DC1 (Lettre de candidature) + formulaire DC2 (déclaration du candidat)</b> Ou <b>Formulaire DUME (document unique de marché européen)</b>	
<b>La lettre de candidature – DC1*</b>	Lettre mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement.

<p><b>La déclaration du candidat – DC2*</b> dans laquelle il devra faire figurer ou fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ le chiffre d'affaire global annuel HT sur les trois (3) dernières années et le chiffre d'affaire des trois (3) dernières années pour le domaine concerné par la prestation</li> <li>◆ une liste des marchés similaires exécutés au cours des trois (3) dernières années, leur montant, leur date et leur destinataire public ou privé ;</li> <li>◆ l'effectif de la société, en détaillant par type et cadre d'emploi (technique ou administratif, cadre ou exécutants et de contrats).</li> </ul>	<p>Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra à défaut, prouver sa capacité financière par tout document équivalent.</p> <p>Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent, certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise par exemple.</p>
<p>Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements(s) prononcé(s) à cet effet.</p>	
<p>Le <b>pouvoir habilitant</b> le signataire à engager l'entreprise</p>	
<p><b>Assurance</b> couvrant l'activité professionnelle objet du marché et Assurance responsabilité civile</p>	
<p>La liste des sous-traitants éventuels accompagnée du <b>formulaire DC4*</b>.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir à l'appui de son offre, la liste nominative des sous-traitants auxquels il envisage de confier certaines prestations. Une demande d'acceptation de sous-traitant est formulée pour chaque sous-traitant. Cette demande sera accompagnée pour chaque sous-traitant des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise ;</li> <li>- La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente.</li> </ul>
<p>Un <b>BIC/IBAN</b></p>	
<p>Extrait <b>K-BIS</b></p>	

*\*Les formulaires DC1 (Lettre de candidatures, DC2 (Déclaration du candidat) et DC4 (Déclarations de sous-traitance) sont disponibles sur le site électronique du Ministère de l'Economie et des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.*

*Ces formulaires devront comporter la signature originale de la personne habilitée à engager la société.*

## 5.2 - Renseignements relatifs à l'offre

Liste des documents à produire dans le dossier offre	
Descriptif	Observation
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (DPGF et BPU) du lot correspondant	<p>Ces pièces doivent être complétées, paraphées sur chacune des pages, datées et signées par le représentant du Titulaire.</p> <p><b>Les annexes de l'AE devront obligatoirement être complétées sous format EXCEL ou équivalent.</b></p>

<b>Les Cahier des Clauses Particulières (CCAP et CCTP).</b>	Ces pièces sont à accepter sans aucune modification, toutes les pages doivent être <b><u>paraphées</u></b> par le représentant du Titulaire et doivent être <b><u>datés et signés à la dernière page</u></b> .
<p><b>Le ou les mémoire(s) technique(s)</b> explicitant les dispositions particulières adaptées pour l'exécution de la mission ainsi que l'organisation opérationnelle envisagée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les moyens humains mis à disposition pour l'exécution du marché : composition des équipes d'intervention, qualifications du personnel, plannings d'intervention, etc.</li> <li>❖ Le pilotage et l'encadrement des prestations : contrôles, encadrement sur site, suivi du marché et des prestations, interlocuteurs privilégiés, pilotage du contrat, profil, rôle et missions du responsable technique du site, formation des agents, etc.</li> <li>❖ L'organisation spécifique proposée par le candidat en adéquation avec les besoins du marché : réactivité en cas d'urgence, délais d'intervention, capacité à pourvoir au remplacement d'un agent, suivi et traçabilité des interventions, ...</li> <li>❖ Moyens techniques et matériels utilisés pour la bonne exécution du marché : tenues vestimentaires, systèmes de communication, ....</li> <li>❖ Actions du candidat de la politique de recrutement</li> </ul>	<p>Les méthodes et outils proposés par le candidat dans son dossier (organisation envisagée dans l'exécution du marché) doivent correspondre en tout point à ceux qui seront mis en place dès la notification du marché.</p>
Le/les certificat(s) de visite du/des sites dont le formulaire est annexé au présent Règlement de la Consultation	Ce certificat doit-être co-signé par un représentant de l'administration ainsi que par le soumissionnaire.
Un <b>support électronique</b> sur lequel figure l'ensemble des documents peut être fourni à l'appui de la candidature et de l'offre (clé USB, CD, DVD)	Ce support vaut copie de sauvegarde conformément aux dispositions de l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

### 5.3 - Candidature à plusieurs lots

Les candidats qui répondent à plusieurs lots peuvent déposer un seul pli électronique avec l'ensemble des pièces requises.

Ils doivent cependant veiller :

- À préciser dans le formulaire de candidature DC1 l'ensemble des lots auxquels ils postulent.

- À compléter **un acte d'engagement par lot** ainsi que les annexes correspondantes pour chaque lot. Les annexes de chaque Acte d'Engagement devront **impérativement être complétées** sous leur **format Excel initial**.

**Ils peuvent ne fournir qu'un seul dossier de candidature mais devront veiller à fournir un dossier d'offre et donc un mémoire technique par lot.**

Ces dispositions, destinées à simplifier la présentation de la candidature, ne sont pas applicables si la forme des candidatures est différente pour chaque lot (candidature individuelle ou groupement).

#### **5.4 - Sous-traitance**

Conformément aux dispositions de l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publiques, un Titulaire peut librement sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations qu'il doit exécuter au titre d'un marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il les présente dans les mêmes conditions que les siennes.

Les sous-traitants doivent être déclarés et une annexe à l'acte d'engagement doit être produite attestant de leur acceptation par le titulaire du marché (DC4) disponible à l'adresse: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

### **Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres**

Les candidatures et les offres doivent être remis avant le :

**Vendredi 14 Mars 2025 à 16 HEURES 00, délai de rigueur.**

#### **6.1 - Retrait du dossier de consultation et Transmission des offres par voie électronique**

La présente consultation est passée en application des articles R 2132-1 à R-2132-14 du Code de la commande publique relatif à la dématérialisation des communications et échanges d'informations.

Le Dossier de Consultation (DC) est disponible sur le site électronique de la plate-forme pour la dématérialisation et la modernisation des procédures d'achat public «<http://www.marches-publics.gouv.fr>» (sous la référence «CATLSE25-001», marché de « services »).

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente procédure adaptée.

Les soumissionnaires ont la possibilité de :

- consulter les avis publiés sur le site ;
- retirer le DC dans son intégralité ;
- déposer leur offre.

Les soumissionnaires disposent de documents disponibles sur le site :

- le manuel d'utilisation ;
- les conditions générales d'utilisation ;
- les pré-requis techniques.

Ces documents décrivant l'utilisation du site électronique «<http://www.marches-publics.gouv.fr>» font partie intégrante du règlement de consultation.

### **Préalable :**

Le soumissionnaire doit se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site «<http://www.marches-publics.gouv.fr>» pour toute action sur ledit site.

### **Retrait du DC :**

Pour retirer un DC, les soumissionnaires doivent renseigner un formulaire d'identification. À cet effet, ils fournissent le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).



**Attention, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les offres doivent obligatoirement être déposées sur le site  
PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat).**

**Les offres remises sur format papier ne seront plus acceptées.**

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, vous devez, pour les marchés publics égaux ou supérieurs à 40 000€HT :

- Transmettre votre candidature et votre offre par voie électronique,
- Transmettre à l'acheteur vos questions, demande d'informations par voie électronique...
- Recevoir les informations et les décisions des acheteurs (lettre de rejet, notification, etc...) par voie électronique.

### **6.2 - Copie de sauvegarde**

Une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB, CD-Rom, DVD-Rom) peut être adressée à l'acheteur **avant la clôture de la consultation.**



Cette copie est destinée à se substituer à l'offre électronique en cas d'anomalies ou de difficultés limitativement énumérées (article 12 II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de consultation et de la copie de sauvegarde), survenues lors de la prise en compte de l'offre sur la plateforme PLACE.

La copie de sauvegarde n'est ouverte que dans le cas où la version transmise par voie électronique ne peut être utilisée.

La transmission de ces copies de sauvegarde s'effectue par voie postale ou dépôt en main propre selon les modalités suivantes :

Les soumissionnaires transmettent leur proposition sous pli cacheté avec la mention suivante :

**« COPIE DE SAUVEGARDE**

***Prestations de sûreté, de sécurité incendie et de télésurveillance des juridictions du ressort des Cours  
d'Appel de Toulouse, Agen et Nîmes : N° du ou des lot(s)  
Ne pas ouvrir avant la réunion. »***

L'enveloppe sera fermée et envoyée par la poste en recommandé ou remise contre récépissé à l'adresse suivante, du lundi au vendredi de 10H00 à 12H00 et de 14H00 à 17H00 :

**Cour d'Appel de TOULOUSE**  
**Service Administratif Régional – Service marchés publics**  
2, rue du Libre-Échange  
31 500 TOULOUSE Cedex

**Article 7 : Critères de jugement des offres**

**7.1 - Modalités de sélection des offres**

**Critères de sélection des offres pour tous les lots n° 1 à 11**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 et R.2152-7 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur attribuera au soumissionnaire présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés ci-après, et selon la pondération suivante :

**La valeur technique de l'offre : ..... 45 %**

- ♦ Organisation spécifique proposée par le candidat en adéquation avec les besoins du marché (réactivité en cas d'urgence, délais d'intervention, capacité à pourvoir au remplacement d'un agent, suivi et traçabilité des interventions, suivi des

forfaits,...) .....  
15%

- ♦ Moyens humains (composition des équipes d'intervention, qualifications du personnel, plannings d'intervention, etc): .....10 %
- ♦ Pilotage et encadrement de la prestation (contrôles, encadrement sur site, suivi du marché et des prestations, interlocuteurs privilégiés, pilotage du contrat, profil, rôle et missions du responsable technique du site, formation des agents, etc) : .....10 %
- ♦ Moyens techniques et matériels utilisés (tenue vestimentaire, systèmes de communication, etc) ..5 %
- ♦ Politique de recrutement : .....5 %

**Le montant de l'offre : .....55 %**

- ♦ Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) .....40 %
- ♦ Montant des prix unitaires (BPU) .....15 %

#### Nota :

Le marché ne pourra toutefois être attribué au candidat dont l'offre aura été retenue, que si celui-ci produit dans le délai imparti par l'administration, les documents prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-12 du Code la Commande Publique.

### **7.2 - Discordance constatée dans l'offre d'un candidat**

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat, entre les prix des prestations qui figurent dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et ceux qui figurent dans l'acte d'engagement, les indications portées en lettres dans ce dernier document prévaudront et le montant de la décomposition du prix forfaitaire global sera rectifié en conséquence.

Si la décomposition du prix global et forfaitaire comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront également rectifiées.

Il est cependant formellement spécifié, que les erreurs et omissions relevées dans la décomposition du prix global et forfaitaire **postérieurement** à la date limite fixée pour le dépôt des offres ne pourront en aucun cas conduire à une modification du prix global offert.

Dans le cas d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report constatées dans la décomposition du prix, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant.

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **7.3 - Définition des prestations du marché**

Il est spécifié que la définition des prestations du marché est fixée par le CCTP et l'ensemble des documents établis pour les marchés.

La décomposition du prix ne peut en aucun cas apporter de modifications à la définition de l'engagement contractuel.

Toutes indications portées à cette décomposition du prix par les candidats, relatives à des restrictions, réserves, exclusions ou modifications de tous ordres sont réputées nulles de plein droit.

### **Article 8 : Clauses sociale d'insertion**

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution dont le détail sera indiqué dans le CCAP.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes par le travail. En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, le cahier des charges comportera des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Pour cela, il a été décidé de faire appel aux partenaires privilégiés que sont les entreprises par le biais de la commande publique, afin de favoriser l'accès à l'emploi de ces personnes.

<b>Lot</b>	<b>Nombre d'heures d'insertion annuelles minimales ou action insertion</b>
<b>Lot 1 - Haute-Garonne</b>	1 action insertion sur les 2 premières années du marché comme détaillée ci-dessous
<b>Lot 3 - Tarn et Garonne</b>	150 h d'insertion / an
<b>Lot 9 - Vaucluse</b>	300 h d'insertion / an
<b>Lot 11 - Lozère</b>	2 actions insertion sur la durée du marché comme détaillées ci-dessous

#### **Actions d'insertion à choisir parmi celles décrites ci-dessous :**

- Animer une demi-journée (3h) de face à face (visite de chantier ou d'entreprise, présentation de ses métiers en salle, atelier conseil, simulation d'entretiens d'embauche, etc.) avec un groupe de personnes éloignées de l'emploi, participer à des forums de l'emploi / job dating
- Accueillir en stage ou en immersion conventionnés au sein de son entreprise ou sur le lieu d'exécution du marché une personne éloignée de l'emploi sur une durée minimum de 35 heures
- Parrainer une personne éloignée de l'emploi à travers des entretiens individuels espacés d'au moins 15 jours (6 heures de face à face)
- Faire participer au moins un salarié ayant une fonction d'encadrement de terrain à une session de sensibilisation à la lutte contre les discriminations, au recrutement sans CV ou à l'intégration de publics en insertion durant une demi-journée (3h).
- Autres actions sociales sur validation du facilitateur référent.

#### **Pénalités**

Les engagements pris par les soumissionnaires, précisés dans l'annexe à l'acte d'engagement, deviennent une condition d'exécution du marché pour le titulaire.

En cas de manquement, les pénalités sont les suivantes :

<b>Manquement constaté</b>	<b>Pénalité applicable</b>
Non-respect du nombre d'heures d'insertion ou du nombre d'heures de stage	50€ HT par nombre d'heures non réalisées
Non-réalisation de l'action choisie	500€ HT par action non réalisée
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations	100€ HT par jour de retard et par document

### **Assistance technique du Maître d'Ouvrage**

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- D'informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- D'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- De proposer des publics prioritaires.

La cellule clause d'insertion dans les marchés publics peut être jointe aux coordonnées suivantes :

<b>Lot</b>	<b>Facilitateur en charge du suivi</b>
<b>Lot 1 - Haute-Garonne</b>	NOVA EMPLOI <a href="mailto:csoccitanie@nova-emploi.fr">csoccitanie@nova-emploi.fr</a> 06 17 67 43 34
<b>Lot 3 - Tarn et Garonne</b>	Conseil Départemental 82 David FABRE - 06 89 32 31 37 <a href="mailto:david.fabre@tarnetgaronne.fr">david.fabre@tarnetgaronne.fr</a>
<b>Lot 9 - Vaucluse</b>	Mission Locale Jeunes Grand Avignon Laurence BOURGER Facilitatrice clauses sociales <a href="mailto:laurencebourger@missionlocale-avignon.asso.fr">laurencebourger@missionlocale-avignon.asso.fr</a> 06 75 18 02 84
<b>Lot 11 - Lozère</b>	CD 48 - M. Sylvain BROS Réfèrent Insertion Emploi 04 66 49 42 06 <a href="mailto:emploiclause@lozere.fr">emploiclause@lozere.fr</a>

NB : il est précisé que l'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

## **Article 9 : Dispositions environnementales**

### **9.1 Développement durable**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du Bénéficiaire.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du Marché, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et / ou en fluides ;
- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- En proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

### **9.2 Communication du bilan d'émissions des gaz à effet de serre (BEGES)**

En application de la circulaire n°6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, il est exigé du titulaire, s'il est soumis à l'article L 229-25 du code de l'environnement, de communiquer au BRA, si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la consultation, leur BEGES et plan de transition associé (obligatoire pour les entreprises employant 500 personnes en France métropolitaine) dans un délai maximum de 6 mois après le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Si le BEGES communiqué après notification de l'accord-cadre arrive à échéance durant l'exécution de l'accord-cadre, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au BRA, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Le plan de transition est communiqué sur cette même, toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce, ils indiquent au BRA le lien internet permettant d'accéder à ce document.

## **Article 10 : Renseignements complémentaires**

Si la compréhension de certains éléments du dossier nécessitait des compléments d'information, la demande explicite devra en être formulée **uniquement par écrit** soit :

- Via le site de la Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>) sous la référence du marché et dans la partie réservée aux questions des candidats
- A défaut, par courrier électronique à l'adresse suivante : [rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr](mailto:rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr)

Les demandes de renseignement complémentaires doivent être faites au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres fixées au point 6 du présent règlement.

L'Administration regroupera les réponses aux différentes questions, et les transmettra dans les mêmes termes à tous les candidats concernés, sous réserve que les demandes aient été faites en temps utiles, **soit 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres**, conformément à l'article R2132-6 du Code de la Commande Publique.

De manière générale, pour tous renseignements complémentaires, les candidats pourront prendre contact avec :

Madame Nadia MANAR  
Directeur principal des Services de Greffe Judiciaires  
Responsable de la Gestion Budgétaire en charge des Marchés Publics  
Cour d'Appel de Toulouse  
Service Administratif Régional  
Service de la Gestion Budgétaire et des Marchés Publics  
2 rue du Libre-Échange  
31 500 TOULOUSE  
Email : [rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr](mailto:rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr)  
Tel : 05.67.63.29.55

ANNEXE 1

**- CERTIFICAT DE VISITE -**

**Prestations de sûreté, sécurité incendie et télésurveillance pour certains  
bâtiments des juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Toulouse,  
Agen et Nîmes**

Je soussigné, M (me)/M.....,

dûment habilité(e) à représenter l'entreprise .....

.....

certifie avoir pris connaissance des installations du site :

.....,

visitées à la date du ..... à..... heures.

Ce certificat a été établi à la date du .....

Signature du représentant sur site du Ministère de la Justice ou de l'architecte et cachet	Signature du représentant de l'entreprise et cachet